

BIEN PROFOND

n° 1 – 11 Avril 2000

Duplication libre – ne pas jeter sur la voie publique

«L'homme est devenu maître de la création puisqu'il peut la détruire»
Jean Lurçat – le chant du monde.

Bien profond, bulletin de liaison entre les sites concernés par l'enfouissement des déchets radioactifs, se propose de paraître chaque semaine sous la forme d'une maquette de 4 pages adressée par e-mail ou courrier à chaque site, à charge à tous de le reproduire et le diffuser sous la forme d'un A3 plié en deux. Le journal est publié par la **Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement**, avec la participation du Collectif d'opposition à l'enfouissement des déchets radioactifs (Coedra 35), et grâce à quelques bonnes volontés... Les informations publiées ont été trouvées sur Internet et par contact direct avec les sites. Il se peut fort qu'il y ait des erreurs et imperfections, signalez-nous les. Faites vivre votre journal : adressez-nous l'actualité de vos sites, des brèves, dessins, affiches, billets d'humeur, etc.. et au fil des semaines, vos réactions et suggestions simultanément aux adresses suivantes :

coedra@libertysurf.fr ; koravizo@wanadoo.fr ;

bienprofond@free.fr - **Ou par courrier à :**

Bien profond – 285 av. de Verdun 46400 St-Céré

Comment est né "Bien profond" :

Ce bulletin est né parce que des citoyens se sont organisés et ont réagi face au projet irresponsable d'enfouissement des déchets radioactifs. Très vite le mot d'ordre général a été "**ni ici, ni ailleurs, mais autrement**" adage hautement responsable de la part des opposants au "délirium projet". Très vite, ici et ailleurs, des gens prirent contact les uns avec les autres, les nouveaux avec les anciens et à force de coups de téléphone, fax, e-mail, et de rencontres, les choses se mirent en place. D'abord les bretons et les normands décidèrent d'une manifestation régionale à Quintin le 15 avril, idée relayée dans le Centre-Ouest par d'autres manifestations, le même jour à la même heure. Dans la foulée, l'idée d'un organe de liaison s'imposa entre Lot, Bretagne et Meuse, des esprits échangèrent leurs idées et leurs compétences pour que la cohésion nationale se manifeste sous la forme d'un bulletin. Un des esprits trouva le titre "bien profond" (sans commentaires - chacun appréciera). Le numéro un est entre vos mains, la parution du numéro 2 ne dépend que de vous et des infos que vous allez nous envoyer. Il faut que ce bulletin soit très attractif et ouvert à tous pour qu'il nous permette de mieux nous connaître les uns les autres, et surtout d'agir, pour qu'ensemble nous puissions faire une pression telle que les pouvoirs publics soient obligés d'organiser un vrai débat sur l'énergie nucléaire... et qu'enfin la vérité soit faite sur cette pollution invisible et perverse. Les déchets nucléaires sont un patrimoine qu'il va falloir gérer, pour que les générations futures ne nous traitent pas d'irresponsables, voire de criminels contre l'humanité. Nous demandons l'abandon immédiat du projet d'enfouissement des déchets radioactifs, et par conséquent l'arrêt des travaux à Bure, ainsi que l'arrêt immédiat de la production de déchets - en transférant les budgets prévus sur la recherche d'énergies non polluantes et sur une gestion plus morale des déchets.

Tout est possible. Y'a pas d'arrangement.

Farid



Bulletin de liaison des sites opposés à l'enfouissement des déchets radioactifs

ni ici

ni ailleurs

et surtout pas

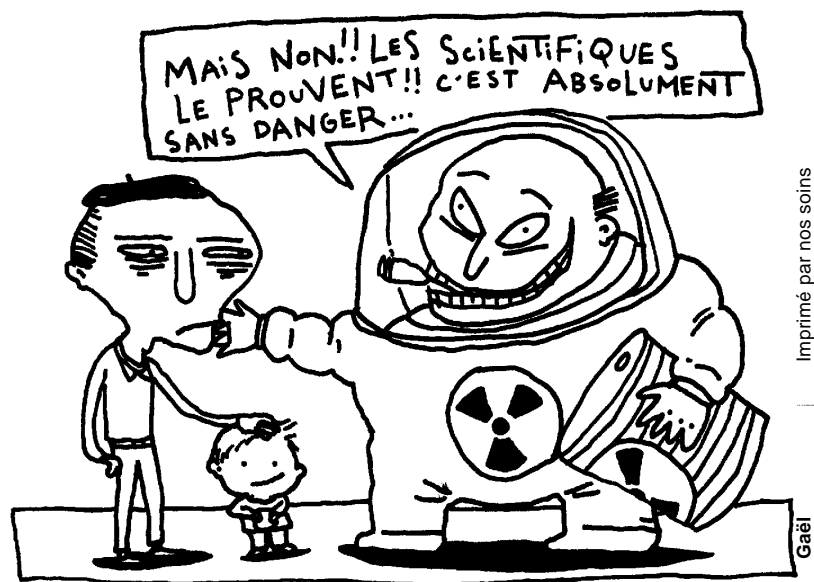
à Bure

Que fait la mission granite ?

La Mission collégiale de concertation granite (créée par le décret n° 99-687 du 3 août 99) a pour objet de présenter l'ensemble du projet de "laboratoire d'étude". Chargée de recueillir les questions, avis et propositions de ses interlocuteurs dans les départements concernés, la mission composée de Pierre Boisson (ingénieur général des mines), Philippe Huet (ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts), et de Jean Mingasson (préfet de région honoraire et ancien conseiller d'Etat), a commencé à mener une série de consultations dans les 16 départements concernés, avant d'en rendre compte au gouvernement fin juin.

Observons bien le comportement de cette mission, et sa stratégie de concertation auprès des "consultables". Le décret du 3-08-99 nous dit que "la mission procède à toutes les consultations utiles auprès des élus, des associations et des populations concernées". Le courrier du 27 janvier, adressé par la mission à chaque maire des communes concernées, précise "qu'avant d'entreprendre une quelconque démarche dans les départements, la mission prendra contact avec les parlementaires et le président du conseil général, puis avec les conseillers généraux et les maires des cantons et des communes concernés afin d'examiner les uns et les autres les conditions dans lesquelles la concertation pourrait être conduite avec eux et avec la population.

Une première remarque s'impose : les chambres consulaires sont consultées sans qu'elles ne soient officiellement mentionnées (qui peut expliquer cela ?). Il en est de même pour les conseils économiques et sociaux régionaux. Après s'être cassé les dents sur les élus et les populations, la mission semble aujourd'hui vouloir privilégier la consultation avec la sphère socio-économique (ainsi avait-elle prévue de rencontrer le CESR Basse-Normandie le 17 avril...). [suite page suivante]



Les contacts que la mission granite a établi sur le terrain jusqu'à aujourd'hui

8, 9 et 10 mars en Corrèze : la mission a été reçue à la mairie de St-Julien-le-Vendômois, puis elle a rencontré le président du conseil général, le sénateur maire de Brive, une représentante du conseil régional et les socioprofessionnels à Tulle, puis les associations à Brive, avant de faire une permanence publique à Lubersac.

13 et 14 mars en Mayenne elle a tenu réunion au CG avec des parlementaires, conseillers régionaux et généraux, maires, deux représentants d'associations, puis elle a rencontré les socioprofessionnels (à l'occasion d'un entretien informel)

16 mars dans l'Orne : entretiens au Conseil Général à Alençon, et le **17 mars en Creuse** : entretiens au Conseil Général à Guéret

27 et 28 mars dans la Vienne la mission a tenu réunion à la Préfecture de Poitiers, en présence des parlementaires, du président du CG, du représentant du président du CR, des conseillers généraux et maires des cantons et communes concernés, puis elle a rencontré les socioprofessionnels et les associations représentatives ayant accepté le dialogue (le 27, un collectif avait remis une motion commune notifiant leur refus)

Depuis le 5 avril les communiqués de presse de la mission nous laissent entendre qu'elle changerait de stratégie (c'est sans doute vrai), et qu'elle prendrait du recul (c'est faux). Nous savons depuis le 10 avril, que la mission avait prévu le 14 avril à 15h, de consulter les associations pour le site de Sanvensa (Aveyron) et Latronnière (Lot), à la maison de l'environnement 14 rue de Tivoli à Toulouse... Mais la nouvelle s'étant répandue, la mission n'est finalement pas venue... à cause de la manifestation prévue, qui elle, par contre, a été maintenue. Il convient donc à tous les sites d'être vigilants envers les consultants élus et socioprofessionnels, d'être précis sur tous les contacts, de manière à pouvoir argumenter le moment venu.

Adresse de la mission :

Mission Collégiale de Concertation Granite
75, bvd Haussmann 75008 Paris
Tel : 01.42.68.50.53 - Fax : 01.42.68.50.33
leur e-mail pour leur adresser vos sentiments
mission.granite@wanadoo.fr
- et leur site pas très communicant :
www.environnement.gouv.fr/granite

"Il apparaît de plus en plus que la contrainte principale dans ce domaine est la capacité de la population locale à accepter le principe du site de stockage, beaucoup plus que les avantages techniques relatifs des différents types de sous-sols. Dans ces conditions, il semble indispensable que le choix du site soit fait rapidement par les pouvoirs publics pour éviter toute cristallisation de l'opinion publique, avec, pour le choix du projet, le souci d'éviter un phénomène de rejet relayé au niveau national..."

Rapport de la mission d'information à propos de l'enfouissement des déchets radioactifs, demandé par le Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire ainsi que par le Ministère de la Recherche et de la Technologie (Guillaume, Peltier Rouvillois, 1999)

Les nouvelles des sites

1 - Athis (Orne)

Le 16 mars, la mission a eu un entretien avec le Conseil Général. 300 personnes ont manifesté à Alençon pour congédier la mission. François Morel s'est joint à la lutte en lisant son livre "Meeehh !" avec trois comédiens de la Compagnie du Lointain, le 9 avril à Argentan. Le collectif citoyen de l'Orne donne la parole aux citoyens à travers des réunions-débats et des appels à se mobiliser. "Chaque maison, chaque hameau, chaque village doit montrer sa détermination... Drapeaux, panneaux et bidons doivent orner toutes les façades de nos communes".

manifestation contre l'enfouissement dimanche 16 avril à Athis

à 12h30: pique-nique, musique, magie
à 15h30 : marche vers l'étang et formation d'une chaîne humaine, création d'une sculpture, animations, musique, spectacles.

• **Collectif normand citoyen et associatif "le nucléaire et ses déchets: non, merci"**
BP 11 - 61430 Athis-de-l'Orme
www.athis-bocage.com / cdc.athis@wanadoo.fr
Bruno Bertoli - bruno.bertoli@worldonline.fr



2 - Avrille (Vendée)

Le Conseil Général de Vendée, présidé par Philippe de Villiers, a voté une motion s'opposant à l'enfouissement.

• **Association citoyenne contre l'enfouissement de déchets nucléaires en Vendée ou ailleurs** - Contact : Philippe Marchal, 21 avenue Luçon 85440 Talmon-St-Hilaire

3 - Dinan (Côtes d'Armor)

2.000 personnes étaient venues à Dinan le 18 mars pour une résistance joyeuse et

pacifique. Le Maire de Dinan, René Benoit s'oppose à l'enfouissement : "Nous devons maintenir rester mobilisés jusqu'au passage de la mission. Nous l'accueillons dans le même esprit qu'aujourd'hui".

"Nous avons réparti nos adhérents en groupes de travail : services techniques, relations presse, commission pétitions, sécurité, animations" explique le Cadra, qui annonce son intention "d'exercer la plus haute vigilance et de maintenir le front uni qui s'est établi avec tant de succès en Bretagne ces dernières semaines".

• **CADRA** - Mairie de Dinan BP 162 Dinan cedex
Contacts : Peter Meazey: Pmeazey@aol.com
www.chez.com/cadra - Didier Miriel

4 - Huelgoat (Finistère)

La fronde grandit dans l'Ouest. Le Finistère s'est mobilisé le 19 mars, avec 5.000 manifestants pour crier leur refus des déchets devant la centrale de Brennilis, première centrale nucléaire française.

• **Association contre l'enfouissement des déchets nucléaires**: BP Mairie 29690 Bremilis
Contacts : Christian Jallais - Jean-Marc Hervio

5 - Izé (Mayenne)

Les Mayennais ont rejoué, le 13 mars à Bais, un remake de Plogoff, la fronde anti-nucléaire qui avait secoué la Pointe du Raz il y a vingt ans. Forts de jets d'œufs et huées, trois mille manifestants ont empêché la tenue de la réunion d'information organisée par la mission granite, et les trois missionnaires durent renoncer au dialogue. Philippe Grunwald, le responsable du collectif des associations, se chargea de raccompagner les trois fonctionnaires au volant de leur minibus. Avançant centimètre par centimètre, et escorté d'une centaine de tracteurs, ils mettront deux heures à traverser Bais et trois autres heures pour franchir six kilomètres. La longue nuit ne s'achèvera qu'à 5 heures du matin, dans la forêt de Sillé-le-Guillaume, aux portes de la Sarthe.

"Nous avons trouvé une foule excitée avec des individus violents, insultants, qui ont jeté des projectiles et proféré des menaces de mort", se sont indignés les trois fonctionnaires lors d'une conférence de presse. "Ces méthodes totalitaires sont intolérables dans un pays civilisé. Elles réunissent tous les éléments permettant de fonder une action en justice, à laquelle nous réfléchissons", a souligné Philippe Huet.

Le Conseil régional de Mayenne a adopté, le 31 mars, une résolution contre le projet de laboratoire souterrain d'études des déchets radioactifs. Jean Arthuis, son président, est intervenu le 6 avril au Sénat pour demander au gouvernement de "clarifier sa politique nucléaire".

• **COEDRA Maine** - Contacts : Patrice Poupinet - L'hôtellerie Bais 53160
Yvette Kerbrik - 53160 Sainte-Suzanne

6 – Neuvy-Boin (Deux-Sèvres)

L'Assemblée générale de la **Coordination Nationale** aura lieu les **29 et 30 avril** dans les Deux-Sèvres, au Foyer rural de Largeasse - Tous les sites sont invités.

• **Collectif GRANIT**- Contacts :
Marc Alleau - La Jarrie 85120 Breuil-Barret
Jean Collon - 34 rue de la Poste 79200 Parthenay - collonje@districtparthenay.fr

7 – Plouaret (Côtes d'Armor)

Le temps d'un après-midi, Plouaret a pris l'allure d'un petit Plogoff. A l'appel du collectif contre l'enfouissement des déchets nucléaires, près de 1.500 personnes ont manifesté le 11 mars dans les rues du Trégor. Tous les commerces étaient fermés. *"Non à une Bretagne polluée nucléaire, aujourd'hui mazoutée"*, affichaient les pancartes. Elus de tous bords mais sans écharpe, se sont retrouvés pour dire non aux côtés des manifestants. *"Le principe de l'enfouissement, c'est que l'on ne paye pas la note tout de suite. On la laisse pour les générations futures"*, a lancé Christian Mercier, membre du collectif. - Une pensée aux sept saints dormants d'Ephèse

• **Collectif Plestin-Trédur**
Contacts : jacques.herron@tregor.net
http://uranium.tregor.net
Maurice Gouaislin: 22310 Plestin-les-Grèves

8 – Quintin (Côte d'Armor)

La venue de la mission granite, attendue lundi 3 avril, est reportée "de quelques semaines". *"La mission Granite viendra bien dans le département, probablement fin avril ou début mai, sauf retournement de situation. Car il faut bien que la concertation se passe ici comme dans les autres départements concernés. Ensuite, le gouvernement fera ce qu'il jugera bon de faire"*, explique Jacques Witkowski, le directeur de cabinet du préfet. Marc Boivin, porte-parole régional des Verts 22, se réjouit *"Après quarante ans de décisions arbitraires non démocratiques, un débat public s'instaure sur la politique énergétique. Nous devons envisager la sortie progressive du nucléaire en diversifiant les modes de production d'électricité"*.

La grande manif solidaire de tous les sites bretons et normands aura lieu à Quintin le 15 avril à 15h. Un Fest Noz de soutien aura lieu le vendredi 21 Avril à Plouaret :

• **Collectif CŒUR D'ARMOR contre l'enfouissement des déchets** Contacts :
Anne-Marie Laurent: Guervaux 22170 Plouagat
Annie Le Guilloux: La Transonnais 22800 StDonan

9 - Auriat (Creuse /Hte-Vienne)

Le site d'Auriat est beaucoup moins étendu que celui de Crocq - Fernoël. Il concerne "seulement" 6 communes de Creuse et quelques communes de la Haute-Vienne. Les habitants du secteur n'ont pas été surpris d'apprendre que l'ANDRA envisageait d'implanter un site d'enfouissement : dès 1979, le massif

granitique d'Auriat avait fait l'objet de recherches géologiques conduites, entre autres, par l'IPSN (Institut de Protection et de Sureté Nucléaire), dans le cadre d'un laboratoire d'études. En 1991, des militants antinucléaires furent condamnés par la justice pour avoir saboté les forages effectués sur le site. Aujourd'hui, le Conseiller Général du canton de Bourgneuf, également Vice-Président du Conseil Régional Limousin, s'est prononcé contre le projet, et le collectif local organise la mobilisation.s

• **Comité de défense des Monts d'Auriat**
Mairie 23400 Bourgneuf
• **ADEMAU** - Contact : Michèle Granier
Le Trot 23400 Saint-Amand-de-Jartoudeix
• **ADEPA**: Montaigt 87500 St Yrieix-la-Perche
Bernadette Prieur, 5 rue GI Cerez 87000 Limoges



10 - Crocq (Creuse) – Fernoël (Puy de Dôme)

La mission collégiale a été accueillie le 7 avril à la Préfecture et au Conseil Général de Guéret par plus de 1.500 opposants, qui reçurent pour l'occasion le soutien des acteurs Annie Duperey et Victor Lanoux. La pétition du collectif local a réuni près de 20.000 signatures. Le Conseil Régional d'Auvergne et le Conseil Général de Creuse (un conseiller de Creuse a toutefois affirmé un peu plus tard qu'il regretterait d'avoir voté contre...) ont voté pour l'abandon des projets d'enfouissement à l'unanimité, suivis par le Conseil Général du Puy de Dôme (de manière inattendue, Michel Charasse, Sénateur socialiste, et P.J. Bonte, Pdt du Conseil Général, étaient a priori favorables à l'implantation d'un laboratoire souterrain !!!).

Le Collectif "Oui à la vie", animé par Jean-Pierre Minne invitait aussi à une manifestation le 1er avril à Guéret et à Limoges. Le jeudi 6 avril, la manifestation de Clermont-Ferrand (suite à l'annulation de la visite des Missionnaires), fut un succès avec près de 1.000 manifestants, dont certains venus de Glénat et de

Creuse. Le nouveau ministre de la Recherche et de l'Industrie a annoncé au Sénat ce même jour *"qu'à partir du moment où les élus de la commune concernée et du département y sont opposés, rien ne peut être implanté, rien ne peut être imposé contre la volonté des élus locaux et de la population..."*. Restons vigilants... et mobilisés !

• **Collectif Oui à la vie Creuse/ Puy-de-Dôme**
Mairie 23260 Crocq- Contacts :
Marinette et Jean-Pierre Minne, la Roche Bouchard 23500 St-Georges-Nigremont
jean-pierre.minne@wanadoo.fr
• **Puy-de-Dôme Nature environnement**
19 rue Chabrol 63200 Riom
Contact : Marcel Breugnot

11 - Glénat (Cantal / Lot)

Le site de Glénat s'est vite organisé sous l'initiative des élus des deux départements, et un comité de défense s'est monté, composé d'élus, de représentants de chambres consulaires, de responsables d'associations et de citoyens. Le CDCS a organisé un "die-in" le 11 mars à Latronquière qui a rassemblé 1.200 personnes, et marque sa présence dans de nombreuses foires et marchés.

Grande manifestation à Glénat

le Samedi 15 avril

Avec Kermesse et performance médiatique

À 14h : début du rassemblement
À 15h : animation d'un NON géant (20m x 60m) sur un chant de Glénat
Lâcher de ballons par les enfants

Une autre grande manifestation se prépare à Aurillac le 13 mai.

VITES, association citoyenne créée en 1980 contre le projet de mines d'uranium s'est réactivée et propose des débats citoyens dans les communes.

José Bové et François Dufour passeront 2 heures à Glénat à l'initiative de la Confédération paysanne, et en soutien aux mouvements des opposants à l'enfouissement ; ils inaugureront un bloc de granite taillé qui symbolisera la résistance, puis se rendront à Figeac le soir, et à Cahors le lendemain.

Les trois missionnaires viennent à Toulouse le 14 avril pour rencontrer les associations à la maison de l'environnement. Venez nombreux dire NON !!!

• **Comité de défense Châtagnerais-Ségala**
Mairie 15150 Glénat - Contacts :
Philippe Pierre, 46210 Latronquière
Michel Maciazek, Conne 15290 StSauray
• **Association citoyenne V.I.T.E.S**
Lavergne 46190 Sousceyrac
Contacts : Pierre Gouzou- Patrick Quemper
collines.vallees@free.fr
• **Relai cantalèn "Sortir du nucléaire"**
8 place de la paix 15000 Aurillac
Contacts : J.C Rocher- Véronique Beauvais
• www.multimania.com/paysvert
• www.ghanima.org/sosdechets

12 - St-Julien-le-Vendômois (Corrèze / Hte -Vienne)

La première venue sur le terrain de la mission granite a eu lieu le 8 mars à St-Julien en Corrèze. La délégation a été accueillie par 300 personnes, parmi lesquelles de jeunes agriculteurs, en présence des Préfet et Sous-Préfet. Un concert de percussions assuré par les enfants perturba la séance, et la mission n'a pas pu exposer l'objet de sa visite : les maires, hostiles au projet, ont coupé court à la réunion. Le 9 avril, la mission a été reçue à Tulle par les élus, les chambres consulaires et les représentants socioprofessionnels, puis le 10 à Brive, par les associations et à Lubersac l'après-midi. Le collectif local, créé début mars, a interpellé par courrier les maires concernés par le projet, les sénateurs et députés de la Corrèze, ainsi que Jacques Chirac (qui n'a pas encore répondu...).

- **Association de sauvegarde du Vendômois** le bourg 19210 St-Julien-le-Vendômois
Contacts : Jean-Pierre Nexon - Georges Puig
- **Association des Belles Dames environnement et patrimoine**
Etang Lalande 19230 Beysse
- **Association de défense de l'environnement du pays Arédien et Limousin**
Contact : Mme Prieur

13 - Piégut-Pluviers (Hte-Vienne / Dordogne / Charentes)

Trois régions administratives (Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin) sont concernées par le site, dans le périmètre du Parc Naturel Périgord-Limousin. Le Conseil Général de la Dordogne a voté contre le projet à l'unanimité et le Conseil Régional d'Aquitaine s'est également prononcé contre (à la majorité seulement, certains groupes politiques, dont le RPR et le FN, n'ayant pas pris part au vote). Un Collectif d'opposition s'est constitué.

- **Association Terra d'Avenir**
BP 22 - 24360 Piégut- Contact : Barbara Lhemery, le Chastet 87440 Marval
- **Collectif Terre d'Avenir**
<terredavenir@perigord.tm.fr>
<http://www.perigord.tm.fr/nuclear/index.html>

14 - St-Barbant - Port-de-Salles (Vienne / Hte-Vienne / Charentes)

Le département de la Vienne avait déjà été concerné en 94 par un projet d'enfouissement sous le granit de la Chapelle-Bâton pour l'implantation d'un laboratoire souterrain. Le site fut finalement abandonné pour des motifs géologiques.

Certains élus de la Vienne, relativement favorables au nucléaire, ne voient pas d'un mauvais oeil l'implantation d'un site d'enfouissement dans le secteur de Saint-Barbant.

La mission est venue à Poitiers le 27 et le 28 mars pour y tenir une réunion à la préfec-

ture, en présence des parlementaires, du président du conseil général, du représentant du conseil régional, des conseillers généraux et maires des cantons d'Availles-Limouzine et de l'Isle-Jourdain. Elle a également rencontré les socioprofessionnels et les associations qui ont accepté de dialoguer avec elle. 600 personnes manifestaient le 27 devant la préfecture pour s'opposer au funeste projet !

- **Coordination Vienne / Charentes**
le Grand Breuil 86400 St-Pierre-d'Exideuil
Contacts : Christophe Girard, JeanneMarie Granger, 28 chemin Ricbatons 86130 Dissay
Michel Debais, 35 rue de LaGrange-St-Pierre 86000 Poitiers - Marie Legrand
- **Association Avenir 86 Civray**
Contact : Denis Créton
- **CLAP** - Collectif de lutte antinucléairepoitevin
Centre socio-culturel des trois cités, 1 place Léon Jouhaux 86000 Poitiers

15 - Sanvensa (Aveyron)

Le site granitique de Sanvensa s'étend sur 11 communes situées au sud de Villefranche-de-Rouergue. Une 1ère journée "débat-forum" organisée début février a vu défilé plus de 1.000 personnes. Une association rassemble des citoyens opposés à l'enfouissement, et un comité d'élus s'est constitué en parallèle. Les maires des 11 communes, les quatre conseillers généraux et le député concernés se sont prononcés contre le projet. Le Conseil Général de l'Aveyron et l'association des maires du département ont été unanimes dans leur opposition. Un menhir de granit a été érigé devant la préfecture le 27 mars.

La mission collégiale serait attendue à la Préfecture de Rodez le 21 avril. L'association et les élus ne souhaitent pas discuter avec les trois hauts fonctionnaires, mais seulement leur remettre le livre blanc témoignant de leur refus du projet, et du dynamisme de la région : L'Aveyron n'est pas un désert ! Un rassemblement se tiendra le 15 avril à Sanvensa pour médiatiser ce livre blanc.

- **Association citoyenne SérènesSereines**
Mairie 12200 Sanvensa- Contacts : Pierre Bateson, Montellet 12000 Sanvensa
Antoine Vial, le Bois Nègre 12200 Sanvensa

Bure (Meuse)

Sur le site de Bure s'organise une résistance au laboratoire d'études nucléaire.

"Au lieu de la mission granite, c'est un médiateur qui était chargé à l'époque de rencontrer les élus et les organismes socioprofessionnels, mais jamais la popul a-

tion n'a été consultée. Nous les avons attaqué au Conseil d'Etat pour cela, mais celui-ci a conclu que, comme ils avaient consulté les élus et des représentants de la société civile, il s'agissait d'une consultation indirecte et que tout allait bien.", confie Jean Franville. Suite au rejet au Conseil d'Etat de la requête présentée, pour non consultation des populations, la Coordination nationale envisage de saisir la Cour européenne des droits de l'homme. Les 18 et 19 mars, une manifestation attira à Bure 500 personnes, parmi lesquelles des représentants de Creuse, Orne, Cantal, Mayenne, Aveyron, Puy-de-Dôme, Vienne et Lot. Les opposants ont tenté de pénétrer le site de l'ANDRA le dimanche, et furent repoussés par les gendarmes mobiles : 3 cars qui stationnaient à proximité, et un hélicoptère venu en renfort.

- **Collectif d'opposition à l'enfouissement des déchets radioactifs**- COEDRA Pays de Fougères, 5 rue des Camélias 35133 Parigne
André Robinard- coedra@libertysurf.fr
- **CEBRA 52**- BP 17, 52101 SaintDizier
- **CENDR 88**, 30 Gd rue 88630 Maxey/Meuse
- **CACENDR 54**, 56 rue du Cl Moll 54520 Laxou

Blaye (Gironde)

La ville de Blaye a assigné en référé le président de l'association antinucléaire Tchernoblaye, estimant que le nom nuisait à l'image de la ville, reprochant à l'association d'utiliser son nom pour "exprimer ses revendications et contestations à l'encontre de la Centrale nucléaire de Braud et Saint-Louis". La ville demande l'interdiction du terme Tchernoblaye, qu'il s'agisse du nom de l'association ou de l'utilisation sur des tracts, affiches, sites, conférences de presse et réunions. Stéphane Lhomme estime de son côté, que "c'est au contraire la présence de la centrale nucléaire du Blayais qui porte tort à l'image de la région et de la ville de Blaye". La centrale nucléaire, située au bord de la Gironde, a été victime de plusieurs incidents au cours des derniers mois, notamment à la suite de la tempête du 27 décembre. L'association Tchernoblaye, donne personne morale au "Collectif girondin pour la sortie du nucléaire" fondé en nov. 99, qui regroupe une vingtaine d'organisations associatives, syndicales et politiques.

Le Collectif girondin organise le 23 avril une manifestation interrégionale devant la centrale nucléaire avec pour mot d'ordre *Non à Tchernoblaye, sortons du nucléaire !*

- **Tchernoblaye** - Contact : Stéphane Lhomme - altern.org/asso/tchernoblaye
stephane.lhomme@wanadoo.fr

Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement

33 rue du Port 55000 Bar-le-Duc
www.altern.org/bure
Gabriel.Schneider@wanadoo.fr
Nadine Schneider- Corinne François
koraviso@wanadoo.fr

Bien profond - Michel Lablanquie
285 av. de Verdun 46400 St-Céré
bienprofond@free.fr
www.multimania.com/bienprofond



Clérisse